



Le système d'élevage transhumant, pratique ancestrale au Burkina Faso et dans toute l'Afrique de l'Ouest, est confronté à des facteurs de vulnérabilité (crise sécuritaire, faible pluviométrie, compétition sur les ressources naturelles) qui menacent sa durabilité, fragilisent ses capacités d'adaptation et provoquent des tensions entre communautés qui résultent parfois en des conflits meurtriers.

Afin de mieux comprendre les tendances des mouvements transhumants et l'impact des fragilités sur les communautés transhumantes, l'OIM, au travers de sa **Matrice de suivi des déplacements (DTM)**, a déployé depuis juin 2019 l'outil de suivi de la transhumance (Transhumance Tracking Tool – TTT) avec le Réseau Bilateral Maroobe (RBM) et ses antennes d'organisations d'éleveurs pour faire le suivi des mouvements de transhumants au Burkina Faso.

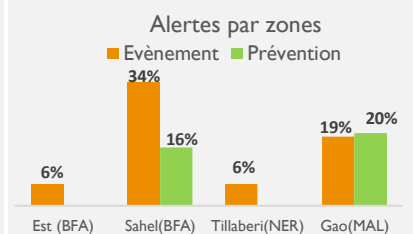
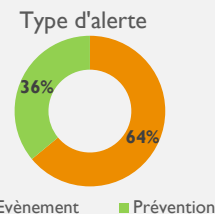
A partir d'octobre 2020, le TTT a été étendu dans les communes de Makalondi et Tera au Niger, Tessit au Mali en plus des communes de Kantchari, Seytenga et Tin-Akoff où il était déjà déployé au Burkina Faso.

Cette extension a eu lieu dans le cadre du projet « **Promotion d'une Transhumance Pacifique dans la région du Liptako Gourma** » mise en œuvre conjointement par l'OIM et la FAO et financé par le **fond de consolidation de la paix du secrétaire général des nations unies (PBF)**.

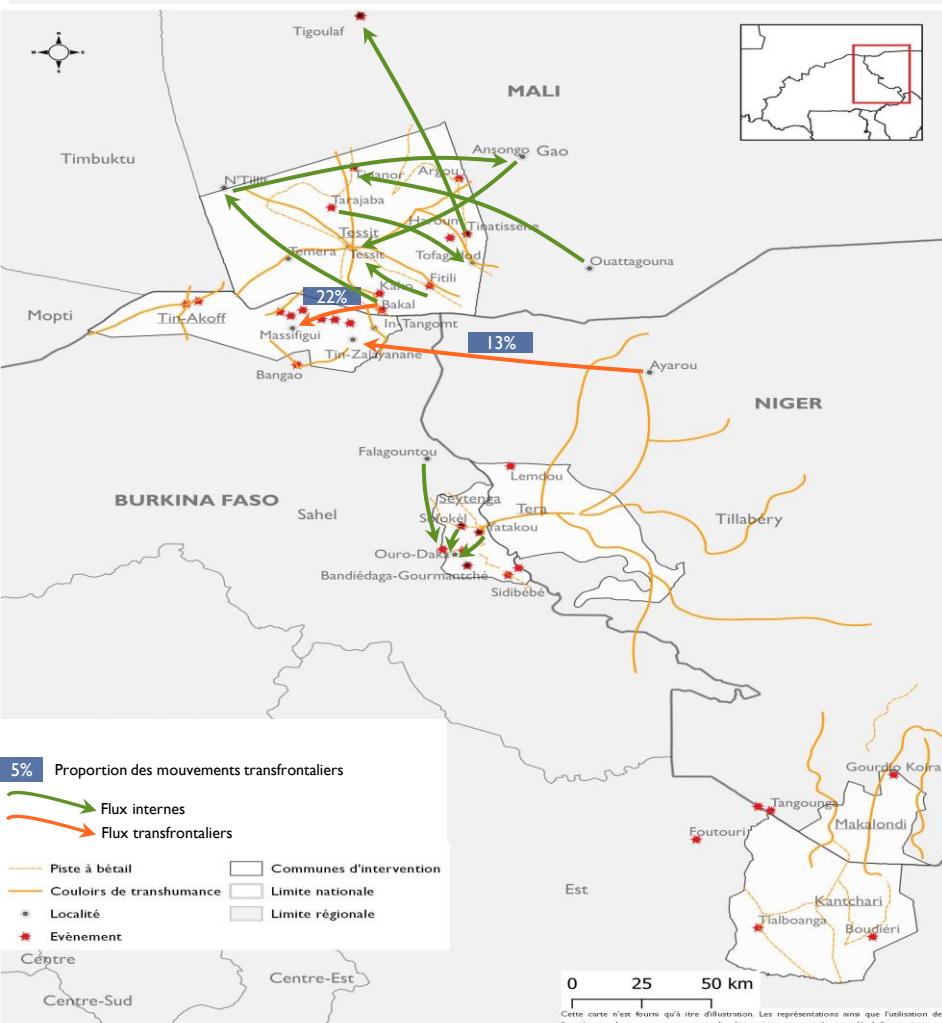
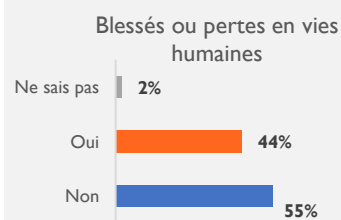
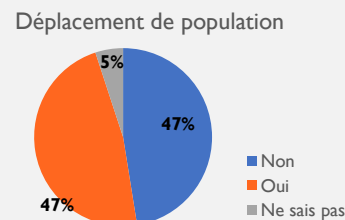
Le TTT permet de comprendre les dynamiques liées à la transhumance transfrontalière entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Il combine trois composantes : **la cartographie, le comptage et l'alerte**.

Le système d'alerte a pour objectif de recenser les événements liés à l'utilisation des ressources naturelles et aux pratiques agro-pastorales dans la région transfrontalière des pays du Liptako-Gourma, de comprendre les modes de résolution de conflits existants et d'informer les autorités compétentes afin de réduire les tensions dans les communes d'intervention. Ce système permet de recenser les alertes liées à un **événement conflictuel (alerte événement)** ou à un **mouvement massif ou inattendu de bétail (alerte prévention)** qui pourrait provoquer un conflit. Ce rapport présente les données de l'outil d'alerte pour le mois de Mai 2021.

TYPES D'ALERTE



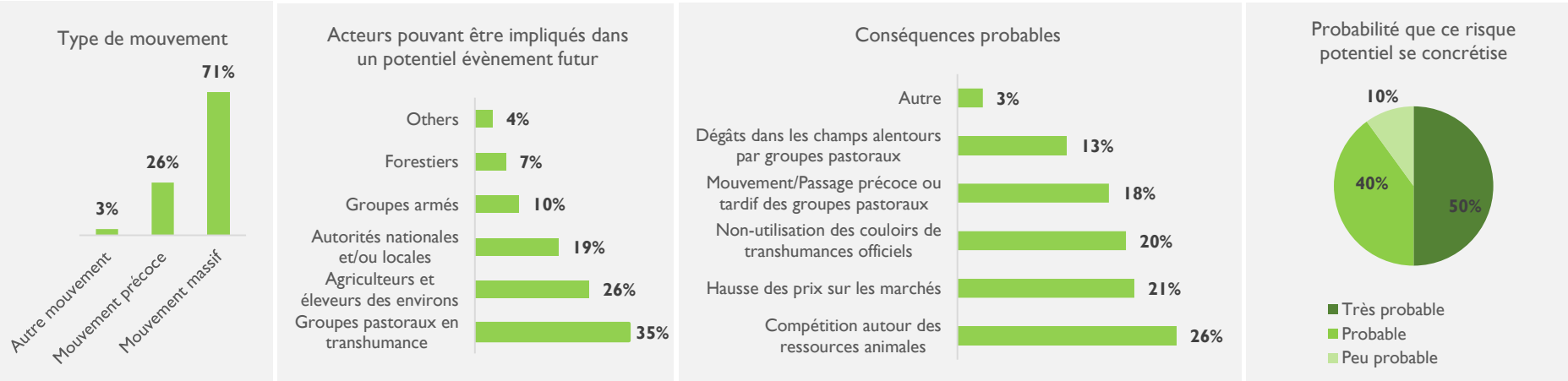
CONSEQUENCES DES ALERTES



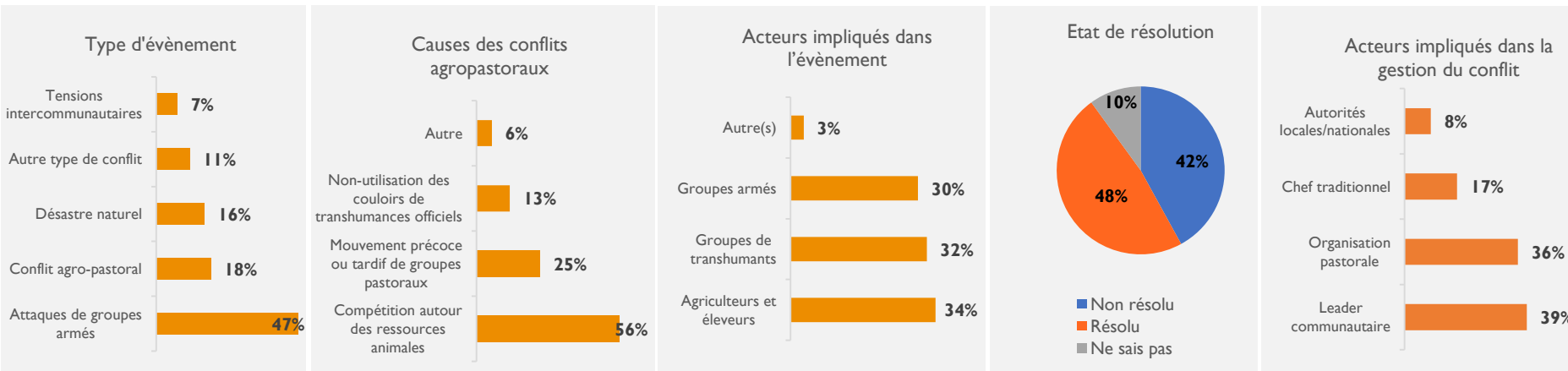
Pour ce qui concerne les **alertes « préventions »**, de nombreux mouvements massifs ont été rapportés. Ils représentent 71 pour cent des alertes enregistrées contre 26 pour cent de mouvements précoces. Selon les informateurs clés, ces mouvements conduisent immédiatement à une compétition autour des ressources animales ainsi qu'une hausse des prix sur les marchés et la non-utilisation des couloirs de transhumance officiels. Ce qui pourrait potentiellement entraîner des conflits agro-pastoraux et des tensions intercommunautaires. Pour tous les mouvements observés, le risque qu'ils aient des conséquences néfastes est très probable à 50 pour cent. Par ailleurs, 65 pour cent de ces mouvements étaient internes (55% au Mali et 10% au Burkina) contre 35 pour cent transfrontaliers (22% en provenance du Mali et à destination du Burkina Faso et 13% en provenance du Niger vers le Burkina Faso).

Les **alertes « évènements »** reçues concernent principalement des attaques de groupes armés (47%). Elles sont caractérisées par des vols de bétail, des prélèvements de taxes illégales et une intimidation des populations à travers des menaces d'assassinats, voire même des meurtres. Par conséquent, des populations dans leur fuite abandonnent leurs bétail qui, pour certains meurent de faim, et pour d'autres sont volés par des bandits opportunistes. Ensuite, les alertes relatives aux conflits agropastoraux (18%) sont dues à une compétition autour des ressources animales et aux mouvements précoces de groupes pastoraux. Enfin les désastres naturels restent considérables (16%) et sont caractérisés par un tarissement des points d'eau et une raréfaction du fourrage notamment dans la région du Sahel au Burkina Faso. A ce jour, 41 pour cent de ces évènements sont résolus avec l'implication des leaders communautaires, organisations pastorales et chefs traditionnels.

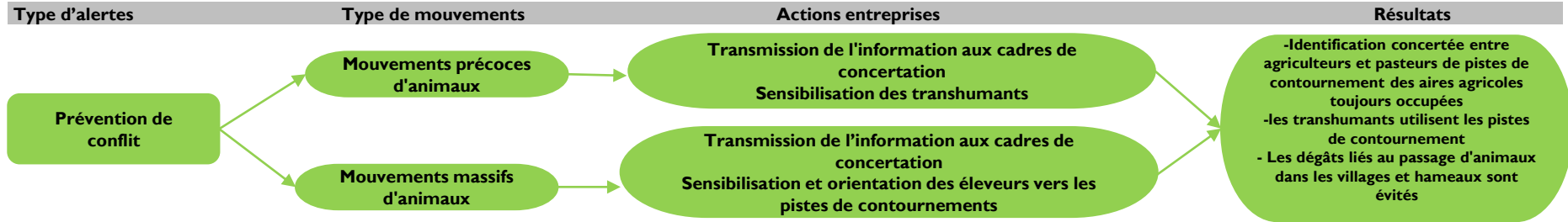
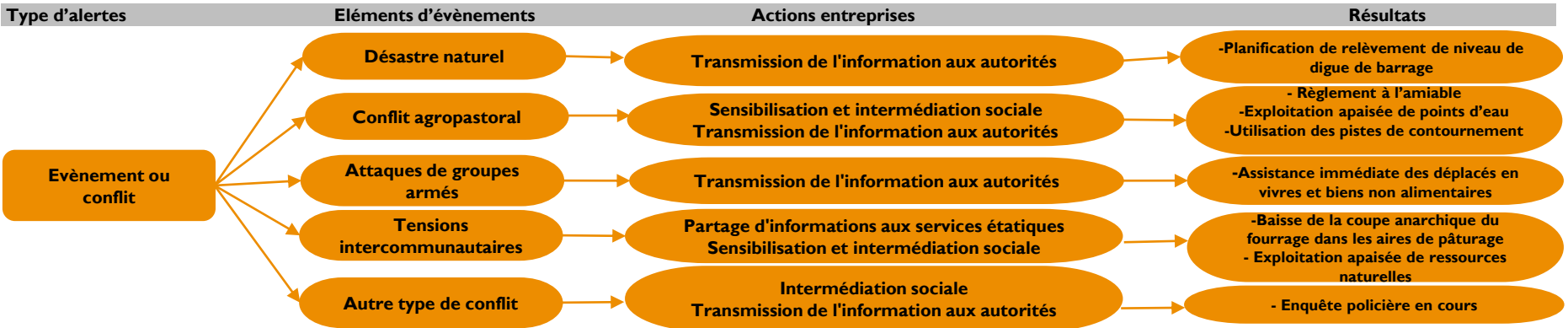
ALERTES PREVENTIONS



ALERTES EVENEMENTS



Suite à la transmission des alertes par les sentinelles et les enquêteurs aux points focaux des organisations pastorales du CRUS, RECOPA, AREN et TASSAGHT, des actions sont entreprises par différents acteurs locaux pour apporter une réponse afin d'atténuer ou apaiser une situation conflictuelle indiquée par les « alertes événements » et d'éviter un conflit ou tension intercommunautaire imminent indiqué par les « alertes prévention ». Ainsi, selon les types d'alertes correspondent des actions de résolution ou de prévention des conflits liés aux mouvements transhumants. Ces actions constituent **les réponses aux alertes**.

REPONSES AUX ALERTES « PREVENTION »

REPONSES AUX ALERTES « EVENEMENTS »


Les données collectées sur les alertes ont permis aux organisations pastorales des pays du Liptako Gourma, Burkina Faso (CRUS; RECOPA), Niger (AREN) et Mali (TASSAGHT), à travers leurs différentes communautés à la base, de **remonter l'information de danger convenablement et à temps aux autorités locales, aux leaders villageois et communautaires des communes d'intervention**. Ces acteurs impliqués ont entamé des actions qui visent, pour ce qui est des alertes préventives, à éviter les conflits et les déplacements de populations qui en découlent. Quant aux alertes liées à un conflit, les acteurs ont atténué les effets de certains événements conflictuels liés à la transhumance par les dédommagements des victimes, l'intermédiation sociale, la sensibilisation sur les risques de conflits et l'adoption de stratégies adaptatives. Des actions sont toujours en cours afin d'avoir des résultats satisfaisants sur la résolution de tous les conflits rapportés par les alertes «événements» et de tous les mouvements relevés par les alertes «prévention».

Notons que les cadres ainsi que les mécanismes de résolution mis en place/dynamisés y contribuent. En effet, les membres des observatoires départementaux de prévention et de gestion des conflits communautaires de Kantchari et de Seytenga au Burkina Faso, les comités de paix de Makalondi au Niger, l'équipe des personnes ressources communales (EPRC) et les comité de paix de Tessit se saisissent de certains alertes liées aux conflits et apportent des solutions appropriées en vue de promouvoir une transhumance apaisée dans la Région.

Pour l'instant, au Burkina Faso, **70%** des cadres et mécanismes dynamisés/mis en place sont saisis par l'entremise des membres qui agissent directement à la résolution des tensions/conflits. Quant au Mali, **50%** des membres apportent leur appui et au Niger cette contribution des membres est estimée à **50%**.